

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 19 au 25 juin 2025

Le chancelier allemand Friedrich Merz s'est montré compréhensif à l'égard de l'attaque américaine visant les installations nucléaires en Iran. Selon lui, il n'y a « aucune raison de critiquer ce que les Etats-Unis ont fait le week-end dernier ». Cette position s'appliquerait également aux frappes israéliennes contre l'Iran. Bien que Merz reconnaîsse que l'intervention américaine comporte des risques, il estime que « ne rien faire n'est pas une option non plus », évoquant ainsi les ambitions nucléaires de Téhéran. Ces propos contrastent avec ceux du ministre des Affaires étrangères, Johann Wadephul, également membre de la CDU, qui a exprimé des réserves envers l'attaque des Etats-Unis : « Il est regrettable qu'il y ait eu une action militaire, même si elle était probablement nécessaire du point de vue américain. » Malgré cette divergence de ton, Merz et Wadephul s'accordent tous deux sur la nécessité de privilégier une issue diplomatique au dossier nucléaire iranien.

Le chancelier Friedrich Merz participe au sommet de l'OTAN qui se tient mardi et mercredi à La Haye au Pays-Bas. Merz avait auparavant parlé d'un sommet « historique ». Il a justifié l'augmentation à 5 % du PIB des investissements dans les forces armées, à laquelle l'Allemagne s'est également engagée, par la nouvelle situation de menace. « La Russie ne menace pas seulement l'Ukraine, mais elle menace l'ensemble de la paix et l'ensemble de l'ordre politique de notre continent ». L'Allemagne rejoint ainsi la position des 32 alliés qui se sont mis d'accord sur le projet de déclaration finale commune. Face à des menaces et des défis profonds pour la sécurité, « les alliés s'engagent à investir chaque année, au plus tard en 2035, 5 % de leur PIB dans les besoins fondamentaux de la défense et dans les dépenses liées à la défense et à la sécurité ».

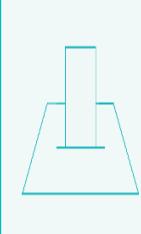
Le ministre fédéral de la Défense allemande, Boris Pistorius, souhaite inscrire dans la Constitution une réglementation prévoyant le recours au service militaire obligatoire en l'absence de volontaires suffisants. Cette proposition fait suite aux stipulations de l'accord de coalition entre la CDU/CSU et le SPD, qui prévoit la création « d'un nouveau service militaire attractif », d'abord fondé sur le volontariat. Le ministre justifie cette proposition par la nécessité de permettre à l'armée allemande de recruter plus efficacement à l'avenir, en cas d'absence de volontaires. Si le service militaire obligatoire est déjà prévu par la loi, une base-constitutionnelle permettrait de l'activer plus rapidement et sans obstacle juridique. Le projet de loi devrait être discuté au sein du gouvernement fédéral avant les prochaines vacances d'été, en vue d'une adoption rapide. Quant à la crainte croissante des jeunes face à la conscription, Pistorius précise qu'il ne s'agit pas d'envoyer qui que ce soit à la guerre, au contraire. Selon lui, montrer sa capacité à se défendre est justement un moyen de dissuader toute agression.

Le ministre des Finances, Lars Klingbeil (SPD), a présenté le budget 2025 de l'Allemagne. Auparavant, le gouvernement fédéral a approuvé un budget pour l'année en cours ainsi qu'un plan financier jusqu'en 2029. Le fonds spécial d'investissement, voté il y a quelques semaines, doit avant tout permettre de moderniser les infrastructures de transport et accélérer la transition numérique. Parallèlement, les dépenses liées à la défense devront progressivement augmenter pour atteindre 3,5 % du PIB d'ici 2029. Le Fonds pour le climat et la

transformation (KTF) prévoit quant à lui d'allouer des subventions pour la rénovation énergétique et les coûts énergétiques. En outre, le gouvernement fédéral prévoit d'utiliser l'instrument de la transaction financière à hauteur de 25 milliards d'euros cette année et l'année prochaine. L'emprunt net de l'Allemagne devrait s'élever à 3,8 % du PIB l'an prochain, puis se maintenir à ce niveau les années suivantes. D'ici 2029, le taux d'endettement public devrait augmenter de 10 % pour atteindre environ 73 %.

Le tribunal administratif fédéral de Leipzig a tranché mardi en faveur du magazine d'extrême droite « Compact », autorisant la continuation de sa parution. L'interdiction prononcée en juin dernier par l'ancienne ministre fédérale de l'Intérieur, Nancy Faeser (SPD), à l'encontre de la société éditrice Compact-Magazin GmbH, qui porte le même nom, a été jugée illégale. Certes, la revue contient des contenus anticonstitutionnels, mais ceux-ci ne sont pas « marquants » au point de justifier une interdiction, selon le tribunal. En outre, « Compact » ne se limiterait pas à une activité purement journalistique. L'équipe qui entoure le rédacteur en chef Jürgen Elsässer et son épouse poursuivrait plutôt un « agenda politique », organisant des campagnes et se revendiquant d'un mouvement œuvrant dans « une perspective d'exercice du pouvoir ».

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU pour les affaires étrangères, **Jürgen Hardt**, a plaidé pour un engagement plus fort de l'Allemagne sur la scène internationale dans une tribune publiée par le quotidien allemand *Handelsblatt*. Selon Hardt, l'augmentation de la responsabilité internationale de l'Allemagne ne peut qu'être opportune, car l'Allemagne doit s'affirmer dans un monde aux dangers complexes et être considérée comme un pilier solide de la politique européenne de l'OTAN si elle veut que sa voix soit entendue. Selon Hardt, il est temps de mettre l'accent non seulement sur la quantité, mais aussi sur la qualité, la coopération et la capacité d'innovation.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

62 %



En mai 2025, seuls **62 %** des trains allemands sont arrivés à l'heure, contre 63,1 % à la même période l'an dernier. Pourtant, les chemins de fer visent pour cette année un « corridor de ponctualité » compris entre 65 % et 70 %. Ce déficit s'explique principalement par l'état des infrastructures : trop anciennes, saturées et sujettes aux pannes. De plus, les nombreux chantiers de rénovation en cours sur le réseau ont fortement ralenti les trains longue distance du groupe.